

# Etude d'impact de l'entrepreneuriat social

L'action de dix entrepreneurs sociaux soutenus par Ashoka  
a été quantifiée et qualifiée par McKinsey  
en termes de bénéfices économiques engendrés pour la société

Mars 2012



# Actavista : Faire des chantiers d'insertion des plus exclus une expérience qualifiante et professionnalisante

Association loi 1901 fondée en 2002



Arnaud Castagnède,  
Directeur/Fondateur  
d'Actavista

## ■ Le problème

- Des dispositifs nombreux, mais des parcours d'insertion longs et complexes qui peinent à résoudre le problème de l'exclusion socio-professionnelle.
- Seules 17% des personnes employées sur un chantier d'insertion trouvent un emploi ou une formation après avoir suivi la 1ère étape d'un parcours.
- La majorité de ces personnes reste inemployable par l'absence de formation diplômante/qualifiante.

## ■ L'idée pour le résoudre

- Lancer des chantiers d'insertion professionnelle mettant en œuvre des techniques de pointe de la construction durable, secteur en croissance qui manque de main d'œuvre qualifiée.
- Proposer un ensemble d'outils pour réussir : suivi personnalisé, expérience en entreprise, formation diplômante, modules complémentaires adaptés (permis de conduire, Formation aux Premiers Secours...).
- Gérer les chantiers avec des entreprises classiques pour démultiplier les opportunités des salariés en insertion à la fin de leur contrat.
- Créer un centre de formation à la construction durable et l'entrepreneuriat social pour diffuser la méthodologie au niveau européen.

## ■ Impact et développement

- 1er opérateur de chantiers d'insertion en Bouches-du-Rhône > 600 personnes recrutées chaque année sur 20 chantiers > 980 heures de formation en moyenne par personne et par an > 65% de « sorties positives » (emploi ou formation), soit 4 fois le taux national
- Développement sur le Bassin méditerranéen (Malte, Chypre, Italie, Maroc...)

# Impact de l'action d'Acta Vista

## Restauration de monuments historiques classés

1

### Action étudiée

- Insertion professionnelle par la restauration de monuments et bâtiments classés au patrimoine, en utilisant des techniques de restauration traditionnelles, durables et respectueuses de l'environnement
- Environ 300 contrats de réinsertion en 2010 et 34 collaborateurs permanents
- 93% de sorties avec un titre professionnel validé par l'AFPA (équivalent CAP)

2

### Bénéfices économiques

- En 2010, une moyenne de 188 personnes sont en phase de réinsertion sur le chantier, pour une durée moyenne de 8,5 mois
- Le taux de sortie positive était de 53% en 2010
- Chaque contrat de réinsertion Acta Vista représente un impact net pour les collectivités de 6,9 à 10,5 k€ :
  - un gain 3,5 k€ par contrat pendant la phase d'insertion (subventions des salaires, diminuées du coût évité de l'inactivité et d'autres charges perçues)
  - un gain 3,4 k€ à 7,0 k€ par contrat après la phase d'insertion, sur une durée de 2 ans
- L'ensemble des contrats de 2010 représente un impact total compris entre 1,8 et 2,8 millions d'euros

3

### Bénéfices non quantifiés/quantifiables

- Réduction des coûts sociaux liés à l'exclusion (santé, criminalité, éducation, problèmes familiaux, etc.)
- Utilisation de techniques respectueuses de l'environnement pour la restauration du patrimoine
- Haute qualité du travail effectué grâce à un encadrement de qualité (compagnons), des contraintes de temps souples et l'utilisation de techniques traditionnelles

4

### Potentiel de développement

- L'extension du dispositif à l'ensemble de la France (à part de marché constante dans chaque région) permettrait de créer plus de 5 000 contrats de réinsertion par an, et ainsi générer des bénéfices annuels pour les collectivités de 36 à 54 millions d'euros
- Création d'une Entreprise d'Insertion (en cours) afin d'augmenter la part de financement concurrentielle, ce qui diminuera mécaniquement le coût pour les collectivités

## 2 Chaque contrat de réinsertion Acta Vista rapporte aux collectivités de 6,9 k€ à 10,5 k€, en plus des autres bénéfices à la société

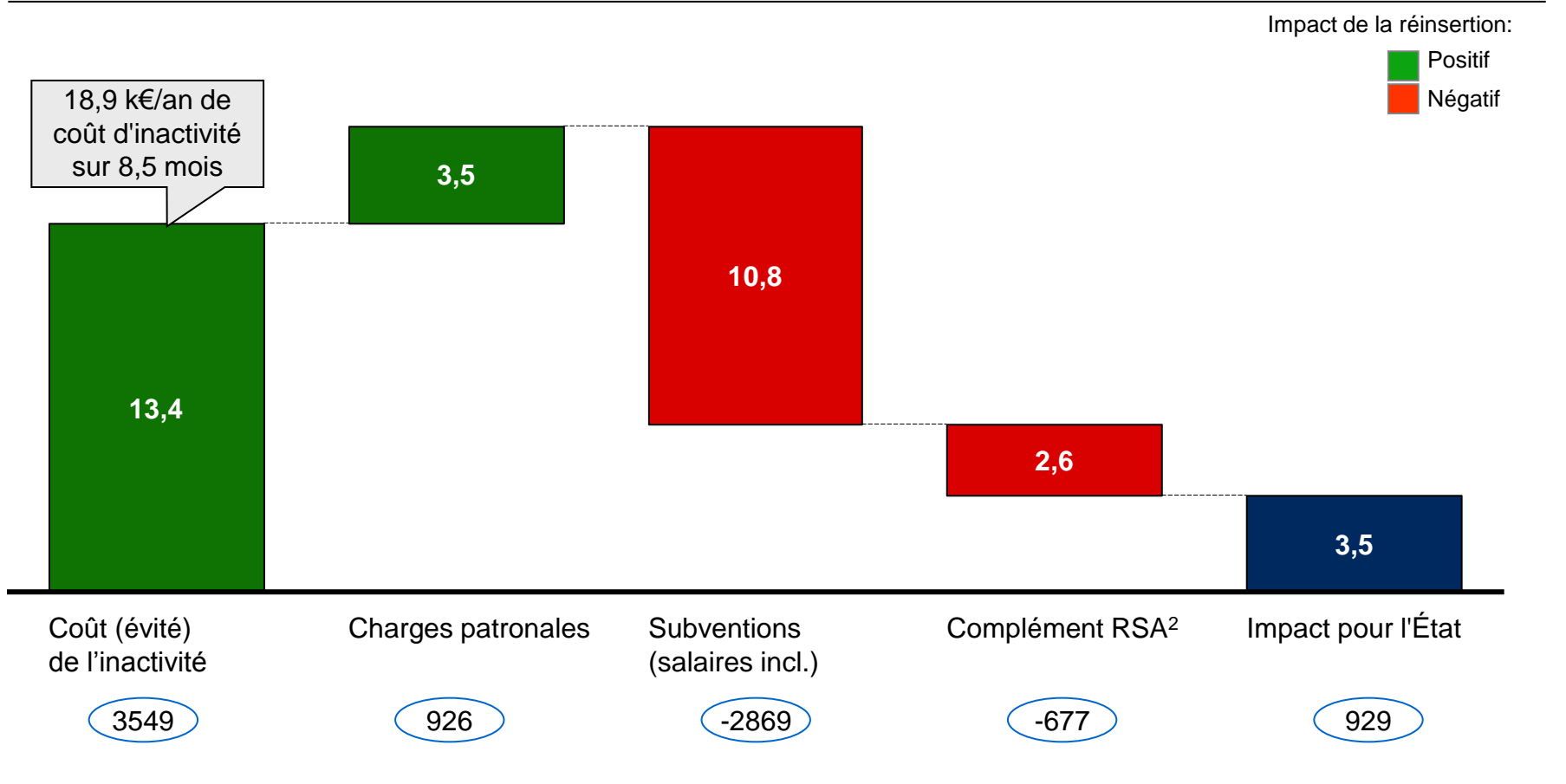
Bénéfices	Description	Impact pour les collectivités par contrat	
Insertion professionnelle	<b>2a</b> Gain direct net (phase d'insertion)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gain net pour les collectivités, correspondant à la différence entre:               <ul style="list-style-type: none"> <li>Coûts : subventions versées</li> <li>Revenus : taxes/charges perçues et coût évité de l'inactivité</li> </ul> </li> </ul>	3,5 k€
	<b>2b</b> Gain direct net (post phase d'insertion)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réintégration durable du marché du travail grâce à un apprentissage volontaire et une formation efficace à des emplois demandés par les entreprises</li> </ul>	3,4 – 7,0 k€
	Situation sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diminution des problèmes sociaux chez les populations bénéficiaires (santé, criminalité, éducation, problèmes familiaux, etc.)</li> </ul>	non quantifié
<b>Autres bénéfices</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de techniques de restauration respectueuses de l'environnement</li> <li>Haute qualité de travail grâce à un encadrement de qualité (compagnons), des contraintes de temps souples et l'utilisation de techniques traditionnelles</li> </ul>		
<b>Impact total pour les collectivités, par contrat de réinsertion</b>		<b>6,9 – 10,5 k€</b>	

# 2a Pendant la phase d'insertion, le gain net pour les collectivités s'élève à 3,5 k€ par contrat de réinsertion

XX Total annuel pour l'ensemble de l'activité (k€)

## Impact financier pour les collectivités

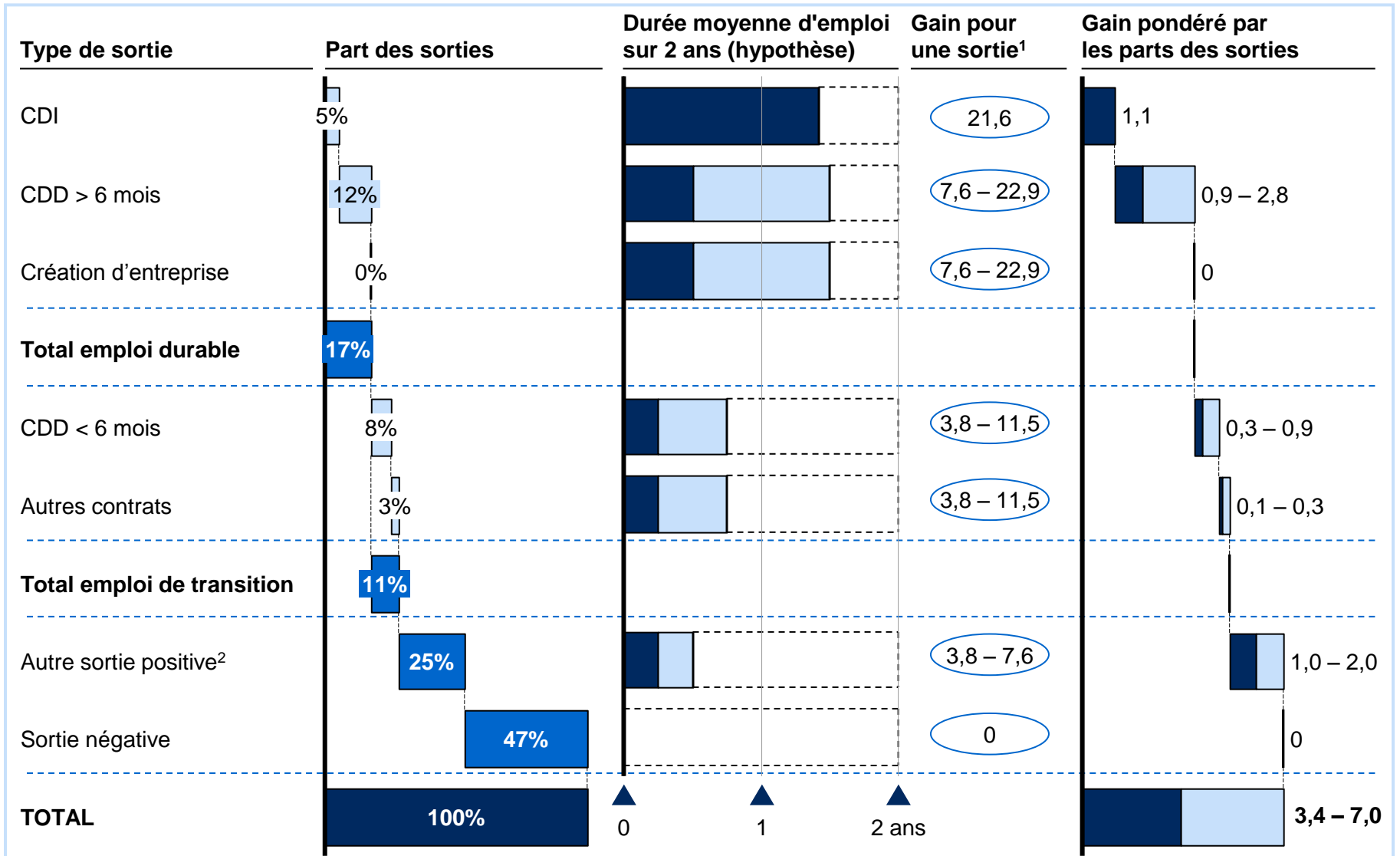
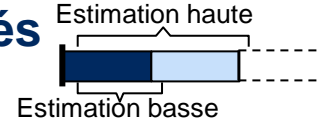
2010, Milliers d'euros par contrat de réinsertion<sup>1</sup>



<sup>1</sup> En comptant 188 salariés actuellement en réinsertion, durée moyenne d'un contrat: 8,5 mois

<sup>2</sup> 0,3 k€ /mois de complément de RSA pour un employé en contrat de réinsertion (contrat à 26h/semaine en moyenne)

# 2b Après la phase d'insertion, le gain net pour les collectivités s'élève de 3,4 k€ à 7,0 k€ par contrat de réinsertion

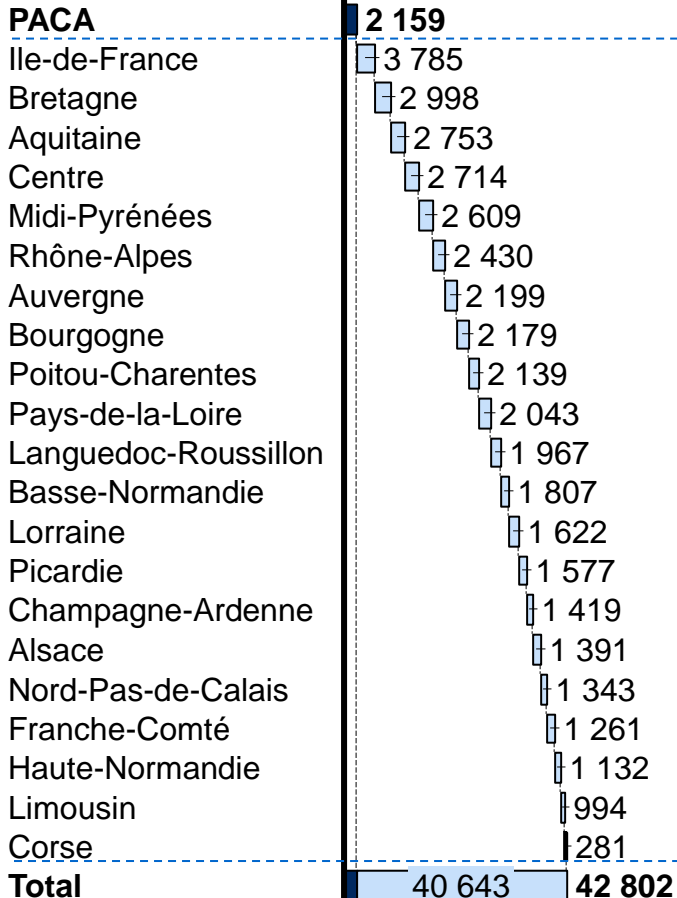


<sup>1</sup> Chaque année d'activité se traduit par une économie pour les collectivités de 15,3 k€ (18,9 k€ de coût d'inactivité – 12 x 0,3 k€ de RSA partiel)  
<sup>2</sup> Formation, emploi de parcours (SIAE, EA, ESAT)

# L'extension du dispositif à l'ensemble de la France permettrait de créer plus de 5 000 contrats de réinsertion par an, et ainsi générer un bénéfice pour les collectivités de 36 à 54 millions d'euros par an

## Marché de la restauration des monuments historiques

En nombre de monuments historiques, 2010



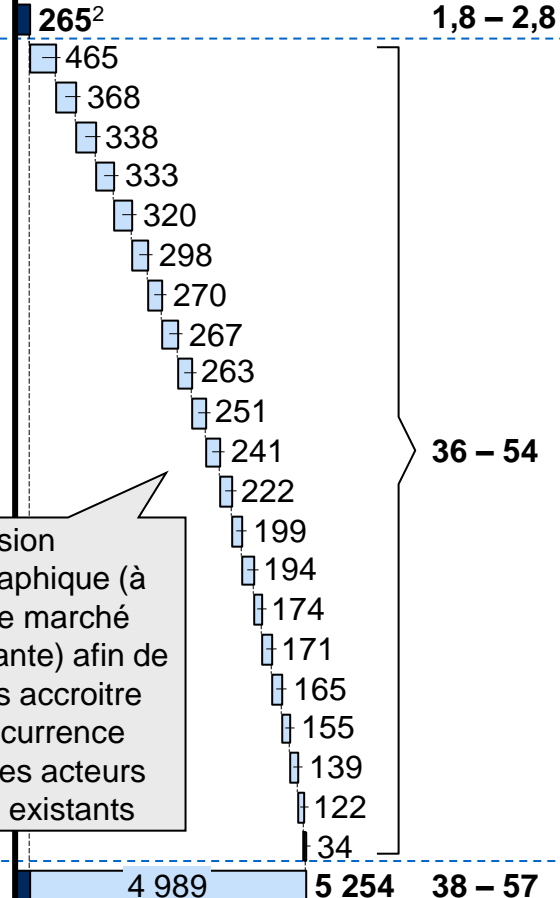
## Potentiel de développement<sup>1</sup>

Réinsertion

Contrats / an

Impact total

Millions d'€/an



Extension géographique (à part de marché constante) afin de ne pas accroître la concurrence avec les acteurs privés existants

- Créer des organismes similaires à Acta Vista sur l'ensemble du territoire français (à part de marché constante) permettrait de:
  - créer **5000** contrats de réinsertion/an
  - générer des bénéfices annuels pour les collectivités de **36 à 54** millions d'euros

<sup>1</sup> A part de marché constante (<1%), en supposant que la proportion de bâtiments à restaurer (sur le nombre total de monuments historiques) est identique dans le reste de la France qu'en PACA ; <sup>2</sup> Estimation 2010